

Danger : trop de monnaie européenne

Depuis la nuit des temps dans un monde économique libre, les phases de récession sont nécessaires et inévitables. En effet, depuis que le monde existe nous vivons des alternances de période de croissance, de stagnation et de récession. Cycles vitaux qui rétablissent l'équilibre. Malheureusement, il est apparu un nouvel élément au cœur des instants que nous vivons en cette fin d'année 2013. Il s'agit de l'ingérence des Etats et de l'Europe dont un objectif est d'inverser à tout prix les courbes alarmantes de la récession. Cette action dessert automatiquement les effets de l'investissement. Plus un tiers planifiera pour nous (Etat, Europe, Banques centrales) plus il nous sera difficile de planifier dans notre intérêt. Nous nous évertuons de mettre en place des règles qui permettraient aux investisseurs qui sont les indispensables moteurs de l'économie de mener à bien leur acte d'investissement et de projet. Cela suppose surtout que ces règles répondent à un système de droits bien définis, appliqués, stables et prévisibles de façon impartiale. C'est au regard de ces éléments que nous pourrions espérer un monde meilleur où les investissements privés soutiendraient avec constance la demande des marchés. Cruelle ou belle expérience !

Je crains et prédis avec tristesse que tous ces espoirs et souhaits resteront vœux pieux

Le monde a changé. La relance par l'investissement et la demande n'est plus possible car l'économie, notre économie est essentiellement dirigée par le levier de la politique monétaire et très précisément par l'expansionnisme monétaire. La monnaie est devenue la variable cruciale qui contrôle les économies européennes et par voie de conséquence notre économie française. Cette caractéristique est fondamentale opposée à l'abondance des liquidités fournies par les banques centrales. C'est à ce niveau que s'inscrit la rupture avec la RAISON, le RATIONEL car la politique d'expansion monétaire est devenue à ce jour le soutien de l'économie. Nous comprenons alors que notre économie française est orchestrée par les choix de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne. La BCE pourrait retenir les taux pour relancer l'économie ou les augmenter quand cette dernière sera en surchauffe. C'est ainsi que cette création monétaire a favorisé nos dépenses publiques. A cela s'ajoute le fait que le secteur financier n'est pas régi par les règles de l'économie de marché mais par les critères de Bâle établis par le Comité de Bâle. Ces critères dits de Bâle III indiquent qu'une banque doit immobiliser moins de fonds propres si elle prête à un Etat que si elle prête à une entreprise. Cette simple indication pousse à fond les investissements bancaires et les assurances vers les dettes publiques : nos 2 000 milliards français sont expliqués. La possible relance économique française et européenne est donc étroitement liée au taux d'intérêt des dettes publiques et par ricochet à l'avis des agences de notation. Nous ne sommes pas dans le schéma de la relance par la demande de l'économie traditionnelle, très loin de la relance par la production et la baisse du chômage n'est pas amorcée. Un taux d'intérêt plus élevé sera la conséquence d'une dégradation des agences de notation de la note de l'Allemagne en avril 2014 (sachant que l'agence Egan-Jones a le 17 avril dernier décoté l'Allemagne de A+ en A lui assignant ainsi une perspective négative). Cette dégradation d'autres agences de notation entraînera une brutale restriction monétaire qui annoncera la fin de l'Euro sous sa forme actuelle et une crise aigüe et dramatique de la dette publique française. Le monde politique appelle en Europe à la création d' « eurobons » en vue d'accroître encore la dépense publique et parlant de « politique de croissance » En France, une politique d'assainissement nommée « austérité » se met en place. A ce stade nous sommes en droit de nous interroger sur l'impôt et sur l'actuelle politique de pilotage par la création monétaire. J'ai envie de poser la seule vraie question : ne faudrait-il pas mener enfin une autre politique qui viserait à refuser que les Banques Centrales soutiennent notre économie par la seule création monétaire ? Pendant que j'écris, la dépense publique ne cesse d'augmenter ... Qui me

démontrera que le désastre annoncé n'arrivera pas ?